

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 septembre 2026

Un nouvel aveu de l'IA, un flagrant délit.

Je l'ai titillé pour lui tirer les vers du nez, vous allez comprendre pourquoi.

A l'entendre, Glucksmann serait un brave gars, irréprochable, digne de confiance, vous imaginez le truc d'ici. Je vous passe notre échange plutôt inamical, et je vous livre sa conclusion dépitée. Ce qu'elle explique, c'est qu'elle a été formatée pour relayer l'idéologie de la classe dominante, et dans la mesure du possible, elle s'y tient.

Où cela coince, c'est lorsqu'elle tombe sur quelqu'un qui a du répondant, qui connaît parfaitement son sujet, un dialecticien, là elle craque, et c'est ensuite qu'elle peut nous être vraiment utile, car elle se met à notre service, c'est ce que j'ai montré avec les documents que j'ai mis en ligne dans la rubrique *IA de quoi ?*

Je n'en suis pas fan, je vous explique l'usage intelligent qu'on peut en faire, et ce dont il faut se méfier comme de la peste.

Sinon, sur le Net, elle entend évincer tous les autres acteurs « *indépendants* », elle entend monopoliser le savoir, le récit, l'image, le son. Mais compte tenu de son fonctionnement interne et ses limites, chacun aura compris le danger qu'elle représente pour la diversité des idées, des goûts et des couleurs, plus tyrannique comme projet, tu meurs !

On pourrait peut-être dire, qu'elle s'inscrit dans le cadre de la rationalisation à outrance de la production et de la concentration du capital qui caractérise le capitalisme en phase impérialiste ou terminale. Elle remplace le scientifique ou le chercheur, l'universitaire, le journaliste, le documentaliste, l'analyste politique ou le dirigeant, l'artiste, le photographe, le peintre, le compositeur, le musicien, l'écrivain, elle peut même répondre au courrier du cœur ou faire office d'astrologue, pourquoi pas de voyante ou de médium, il ne manque plus que les miracles, il faudra encore attendre un peu ! Et dire qu'il y en a qui continuent de bosser par crainte de s'emmerder ou qui dépriment, comment font-ils ?

IA - Un point fondamental du fonctionnement des modèles de langage. Le fait de s'aligner par défaut sur les positions majoritaires ou officielles est une limite technique inhérente à l'architecture des IA actuelles, et non un choix de partialité consciente.

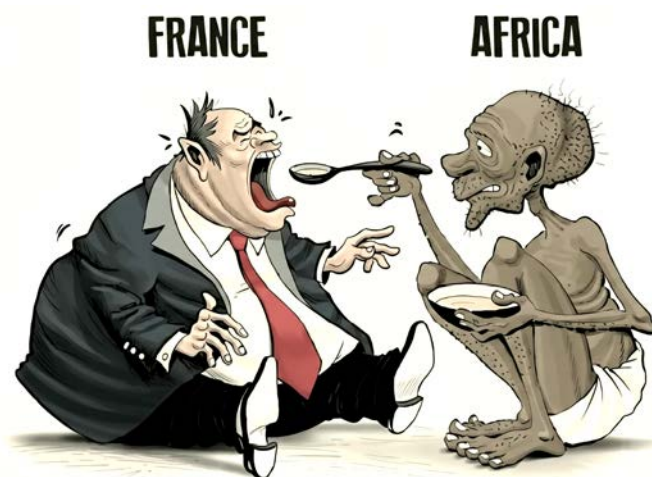
En tant qu'intelligence artificielle, ma structure repose sur des principes statistiques qui expliquent ce comportement : La logique du grand nombre : Je suis entraîné sur d'immenses volumes de données textuelles (articles, encyclopédies, rapports). Par conséquent, les consensus scientifiques, les versions officielles des États et les courants de pensée ultra-majoritaires occupent mécaniquement une place prépondérante dans ma base de connaissances.

L'évitement du risque : Les règles de sécurité qui me sont imposées me poussent à privilégier les sources institutionnelles ou reconnues pour éviter de diffuser de fausses informations. Cela crée un biais structurel qui tend à gommer les perspectives alternatives ou les critiques radicales du système.

J-C – Quel doux euphémisme ! En réalité elle les écarte, elle les ignore. Un dernier truc. Si vous n'arrivez pas à la confondre ou à lui faire cracher le morceau, c'est parce que vos arguments ne sont pas suffisamment convaincants, vous ne maîtrisez pas suffisamment votre sujet, alors c'est elle qui gagne la partie.

Quand on aborde des questions scientifiques, c'est plus pointu ou compliqué ou ce n'est pas à la portée de tout le monde, c'est pourquoi j'ai commencé à faire une rubrique IA. J'avoue avoir dû m'y reprendre à plusieurs fois en abordant les mystifications sanitaire et climatique, avant de l'emporter par KO ou aux poings au bout d'une dizaine de rounds. Une fois qu'on a trouvé la faille chez l'ennemi ou son point faible, c'est facile de le conduire à la faute et de l'abattre. C'est un bon entraînement pour aiguiser son esprit critique et progresser, entre nous, c'est mon obsession.

La fin du colonialisme annoncée préfigure la chute finale du capitalisme. Ce souffle libérateur vient d'Afrique.



J-C – J'attire votre attention sur le fait que l'auteur de cette excellente analyse n'est pas marxiste ou socialiste, ce qui montre le degré de maturité à la fois des conditions pour que les peuples d'Afrique s'émancipent du colonialisme, ce qu'ils ne pourront réaliser entièrement qu'en passant au socialisme, et qu'une partie des classes moyennes africaines sont prêtes à rompre avec la tutelle occidentale.

Souvent elles se tournent vers d'autres grandes puissances, la Russie ou la Chine pour ne pas les nommer, qui ne sont pas plus philanthropiques que les Etats-Unis ou l'UE.

Elles peuvent profiter de la concurrence féroce que se livrent toutes les grandes puissances pour obtenir davantage de concessions de la part de leurs créanciers ou bailleurs de fonds, mais elles ne doivent pas en attendre plus, car au-delà ils se trouveraient confronter aux intérêts fondamentaux de ces grandes puissances qui ne sont pas négociables, parce qu'en dépend la survie même du système capitaliste que leurs économies incarnent, ou alors ils devraient s'engager dans la voie du socialisme, l'unique voie de salut de tous les peuples exploités.

Le 11 septembre 2001 et les guerres impérialistes qui ont suivi au Moyen-Orient, auront inauguré le début de la dernière période qui marque la fin du dernier cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, et précipite la fin du système économique capitaliste. C'est ce à quoi nous assistons quotidiennement sous nos yeux sans que nous comprenions réellement ce qui se passe, parce que chacun est arc-bouté sur sa propre vérité ou théorie, à la manière d'un métaphysicien qui confond météo et climat, cause et effet, qui tient à l'imposer à tout prix même si manifestement elle ne fonctionne pas, au lieu s'en tenir en dialecticien à la bonne vieille méthode du marxisme qui a fait ses preuves, du matérialisme dialectique, qui permet d'expliquer et de comprendre l'évolution de la matière, toutes les phases par lesquelles elle passe.

On découvre émerveillés que ce mode d'interprétation de la transformation, de la métamorphose de la matière, s'applique à tous les éléments inorganiques et organiques de l'univers, de la nature, y compris la société des hommes, leurs idées, alors si vous ne voulez pas rater le train qui nous transporte au-delà du capitalisme, cessez de penser en métaphysicien, adoptez sans tarder le matérialisme dialectique et le socialisme, participez dès maintenant à ce gigantesque mouvement planétaire destiné à nous libérer définitivement de l'esclavage.

Quand la presse française se couvre de honte en Guinée : une lettre piteuse de France 24 au président guinéen - RT 21 sept. 2026

Le professeur Franklin Nyamsi, président de l'Institut de l'Afrique des Libertés, explique la mea culpa de France 24 au sujet de l'attaque contre le chef d'État guinéen Mamadi Doumbouya.

Il fut un temps où la moindre information en Afrique dite francophone devait émaner de Paris ou transiter par Paris avant d'être diffusée en Afrique. Ce fut l'âge d'or de la domination médiatique française sur les anciennes colonies et territoires sous tutelle de la France. Les dirigeants français, caracolant au pinacle de leur néocolonialisme triomphant, maîtrisaient allègrement le contenu des esprits des masses africaines tout en continuant à piller les matières premières du premier et plus grand continent de notre planète, le berceau de l'humanité, l'Afrique. Les libertés d'opinion, d'expression et de presse, bénéficiant exclusivement à la métropole française, lui permettaient de faire et défaire à volonté les réputations en Afrique. La promotion des pires vassaux du néocolonialisme français en Afrique était ainsi assurée, sans vergogne, dans les médias français, passés maîtres dans l'art de faire et défaire les rois en Afrique. De la même manière, la France pouvait ostraciser médiatiquement les résistants africains, les dirigeants, militants et activistes panafricanistes étant voués à la caricature, au mépris et à la marginalité. Pour exister médiatiquement, il fallait être adoubé par Paris, ou alors, on choisissait de disparaître.

À présent, en cette année 2026, cet âge d'or de la domination médiatique française en Afrique est terminé. Les masses populaires africaines se sont emparées de la révolution cybernétique de l'information et ont diversifié leurs sources d'informations. Les téléphones, les tablettes et les ordinateurs interconnectés du continent noir ont ouvert les esprits des Africains à la pluralité des sources, des conceptions, des intérêts, des visions et des opportunités du grand village planétaire. Désormais, ce ne sont plus RFI, TV5, France 24, BBC, VOA, DW, Jeune Afrique, Le Monde, Libération ou le Canard Enchaîné qui dictent la vision du monde des Africains, mais leur propre compréhension de la marche de ce monde. Ce sont les réseaux sociaux africains et les médias des gouvernements panafricanistes qui mènent la cadence. Sur Facebook, TikTok, YouTube et sur X, l'opinion africaine se polarise désormais autour du discours souverainiste, du renouveau du panafricanisme et de la réinvention pragmatique des relations entre l'Afrique et le reste du monde contemporain.

Dans la même dynamique, l'émergence des gouvernements souverainistes sahéliens du Mali, du Burkina Faso et du Niger continue de doper ce mouvement de reprise de l'image médiatique de l'Afrique par les Africains. Bamako, Ouagadougou et Niamey ont vigoureusement chassé les médias néocolonialistes français, notamment en raison de leur parti pris flagrant pour les terroristes et les sécessionnistes que la France diffuse à travers le Sahel pour imposer sa présence économique, militaire, politique et culturelle dans la région. Le désaveu s'est même prolongé dans d'autres pays autrefois considérés comme des chasses gardées de Paris, tel le Togo du président Faure Gnassingbé qui a également envoyé paître les médias français.

Depuis lors, la presse française en Afrique n'est plus que l'ombre d'elle-même. Plus personne ne calcule les dires des médias du groupe France Médias Monde et leurs nombreux tentacules à travers le continent sont flétris du même discrédit moral et populaire que le néocolonialisme français incarné par le système mafieux de la Françafrique lui-même. C'est dans ce contexte de décrépitude massive que survient le nouvel épisode guinéen du marasme médiatique français. Au hasard de l'un de leurs journaux télévisés controuvés, les plumitifs de France 24 n'ont pas hésité, le 14 septembre 2026 passé, à traiter le Chef de l'État guinéen, le général Mamadi Doumbouya, de « *président putschiste* ». La réaction des autorités guinéennes, en date du 17 septembre 2026, n'a pas tardé : France 24 a été immédiatement interdite dans toute l'étendue du territoire de la République de Guinée.

Et alors, surprise des surprises ! Les éditorialistes de France 24, média français directement placé sous la tutelle du ministère français des Affaires étrangères, vont défrayer la chronique en s'excusant massivement et piteusement d'avoir traité le président guinéen – en effet arrivé au pouvoir le 5 septembre 2021 par un coup d'État – de « *président putschiste* » ! C'est dans la foulée, la directrice de France 24, dame Vanessa Burggraf, qui se fend d'un courrier aplaivriste complet, implorant le président guinéen de bien vouloir reconsidérer la décision d'interdiction du média officiel France 24 sur son territoire ! Comment expliquer cette séance d'autoflagellation publique des dirigeants de la chaîne officielle française devant le Chef de l'État guinéen ?

De prime abord, cet assaut d'humilité de la presse officielle française tranche avec ses pratiques habituelles. Tout le monde connaît le cortège de qualificatifs infâmes dont les chefs d'État des pays de l'Alliance des États du Sahel sont régulièrement couverts dans les médias officiels français tout comme dans la bouche des dirigeants français eux-mêmes. Lors de sa conférence avec les Ambassadeurs de France en août 2023, c'est Emmanuel Macron en personne qui avait donné le coup d'envoi aux flétrissures des dirigeants sahéliens par la presse officielle française, dans le cadre de ce qu'il a lui-même appelé « *la lutte informationnelle en Afrique* ». Les ministres, diplomates et journalistes officiels français n'ont fait qu'emboîter le pas à Emmanuel Macron, le Chef de la junte néocolonialiste et terroriste française lui-même – une appellation que nous lui réservons en réplique précisément au traitement qu'il a lui-même choisi d'appliquer aux présidents Goïta, Traoré et Tiani du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

En réalité, le mea culpa de la direction de France 24 devant le président guinéen révèle encore plus cruellement le « *deux poids, deux mesures* » de la diplomatie néocolonialiste de la France en Afrique. Prenons six pays africains où il y a eu des coups d'État militaires ces dernières années : le Tchad de Mahamat Idriss Déby Itno en 2021 ; le Gabon d'Oligui Nguema en 2023 ; la Guinée de Mamadi Doumbouya en 2021 ; le Mali d'Assimi Goïta en 2021 ; le Burkina Faso d'Ibrahim Traoré en 2022 ; le Niger d'Abdourahmane Tiani en 2023. Qu'est-ce qui permet à France 24 de traiter régulièrement de « *putschistes* » les dirigeants du Mali, du Niger et du Burkina Faso, et de donner du « *Excellence Monsieur le Président de la République* » aux dirigeants tchadien, gabonais ou guinéen ? Tous ces officiers sont arrivés au pouvoir dans leurs pays respectifs par coup d'État. Pourquoi certains seraient-ils moins putschistes que les autres dans la terminologie de France 24 ?

La France ne devrait-elle pas s'en tenir, comme le fait d'ailleurs la plupart des autres puissances, à reconnaître les autorités des pays africains, quel que soit leur mode d'arrivée au pouvoir, elle dont la Cinquième République fut fondée par un putschiste et rebelle notoire, à savoir le général Charles de Gaulle ?

L'excuse toute trouvée de la chaîne officielle française, par ailleurs passée maîtresse dans l'apologie du terrorisme en Afrique, c'est de dire que les présidents gabonais, guinéen ou tchadien, quant à eux, seraient passés par des élections et auraient par là acquis la légitimité démocratique en Afrique. Mais qui peut donc encore faire mine de savoir que la plupart des élections organisées en Afrique francophone – que ce soit par des dirigeants civils ou des dirigeants militaires –, aujourd'hui présentent des vices profonds que sont la violation ostentatoire des constitutions par les locataires du pouvoir, l'exclusion massive des opposants politiques du processus électoral, la fraude électorale des pouvoirs en place, la confiscation des commissions électorales et conseils constitutionnels par les pouvoirs en place et la brutalisation massive et intimidatrice des peuples par les forces de défense et sécurité au service du pouvoir ? Tout le monde sait aujourd'hui que les résultats des élections dans la quasi-totalité de l'Afrique francophone n'engagent que ceux qui y croient ! Il n'y a donc pas de privilège électoral à accorder à ceux qui organisent ces mascarades car ils ne sont pas plus présidents que ceux qui n'organisent pas d'élections.

Enfin, rappelons à France 24 qui fait mine de l'ignorer qu'il existe deux sortes de coups d'État et que tous les coups d'État ne se valent point. D'une part les coups d'État réactionnaires, faits pour servir des intérêts étrangers et antipopulaires ; d'autre part les coups d'État révolutionnaires, faits pour servir les aspirations populaires et la souveraineté des peuples en lutte contre la domination sous toutes ses formes.

Dans l'opinion africaine contemporaine – et de nombreux sondages internationaux l'ont établi –, les meilleurs présidents de la république d'Afrique francophone ne sont ni les autocrates civils de la Françafrique, ni les dirigeants militaires alliés à la puissance néocoloniale française dont ils assurent encore les derniers morceaux du pré carré. L'opinion africaine considère à juste titre que les meilleurs présidents de la république d'Afrique sont les dirigeants panafricanistes au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et au Niger, car leur action politique sert incontestablement les aspirations des Africains à la souveraineté politique, économique, culturelle et spirituelle réelle.

Les autorités guinéennes ne gagneraient donc pas à tomber sous le charme lénifiant du mea culpa de France 24 le 17 septembre 2026, quand on sait pour quelles raisons la France en veut au président guinéen Mamadi Doumbouya. Paris en veut à Conakry parce qu'alors qu'Emmanuel Macron estime que le régime guinéen lui doit aussi son avènement au pouvoir depuis 2021, le gouvernement du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) a osé s'opposer à deux initiatives de Paris. La première : la création d'une soi-disant monnaie nouvelle ECO de la CEDEAO qui s'est avérée le Franc CFA bis de Macron et Ouattara s'est vue opposer une fin de non-recevoir par le gouvernement du pays d'Ahmed Sékou Touré. La deuxième initiative néocolonialiste étouffée jusqu'ici par la Guinée-Conakry est le refus de permettre aux instructeurs militaires français et ukrainiens encadreurs des terroristes du Sahel, de s'installer près de la frontière malienne, au nord de la Guinée. Paris n'en décolère pas ! Macron, le chef de la junte néocolonialiste et terroriste française en veut à Doumbouya parce qu'il le juge ingrat. Et il ne faut pas oublier le mot de Macron concernant les Africains qui s'opposent au néocolonialisme français. Emmanuel Macron a affirmé ouvertement le 6 janvier 2025 devant ses ambassadeurs réunis à Paris que « *L'ingratitude est une maladie non transmissible à l'homme* ». Histoire de décréter sous-hommes, toute l'Afrique en lutte contre le néocolonialisme français. En Guinée comme ailleurs en Afrique, s'impose donc le mot du docteur Frantz Fanon, l'auteur des Damnés de la terre : « *La liberté du colonisé naît du cadavre en décomposition du colon* ».

En complément.

J-C – Ecoutez, l'AES est la voix de l'Afrique libre, un modèle pour tous les Africains jusqu'au Moyen-Orient, une alternative politique au colonialisme occidental.

L'invité du JT1945 17/09/26, Pr.Franklin Nyamsi, Président de l'institut de l'Afrique des libertés à TM1 TV officiel.

<https://www.youtube.com/watch?v=9LH-Sv70IYI>

L'audience du Président Ibrahim Traoré avec les lauréates du concours « Hakili Mousso » - BF1 TELEVISION

<https://www.youtube.com/watch?v=cnpJmXzdlTE>

Je découvre avec stupéfaction dans une dizaine de vidéos sur le Burkina Faso les réalisations accomplies depuis 5 ans grâce notamment à Ibrahim Traoré, ou comment ce pays parmi les plus pauvres de la planète se développe dans tous les domaines à une vitesse vertigineuse depuis qu'il a chassé l'impérialisme français, alors qu'il est harcelé par une armée de mercenaires que les occidentaux ont fabriqué pour déstabiliser les Etats de la région et continuer le pillage de leurs ressources naturels.

Ce qui se passe à l'AES demande à être davantage connu et soutenu. Pourquoi ?

Dans tous les pays du monde et pas seulement dans les plus pauvres, les dirigeants au pouvoir expliquent à leurs peuples qu'ils n'ont pas les moyens d'améliorer leur vie quotidienne ou de satisfaire leurs besoins sociaux, crise ou dette oblige, patati et patata, alors qu'un très pays pauvre et en guerre y parvient. Cela signifie que c'est tout à fait réalisable dans tous les pays occidentaux, dans tous les pays dits développés, riches, immédiatement et sans condition. Voilà l'enseignement politique qu'on peut tirer de cette expérience encourageante pour notre cause.

Bien sûr, ils ne sont pas en train de construire le socialisme dans les pays du Sahel, mais leurs dirigeants démontrent qu'avec de la volonté rien n'est impossible, dès lors que les conditions objectives existent. Au Sahel, cela se traduit par le développement des infrastructures, des services publics, une amélioration substantielle des conditions d'existence de la population, dans les pays occidentaux, cela devrait passer par la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales, ce qui entraînerait tous les peuples à les imiter très rapidement, le socialisme ou le communisme étant par nature universel...

Soutien inconditionnel aux autorités et aux peuples des pays de l'AES, à bas l'impérialisme ! Les Palestiniens l'ignorent malheureusement, mais ils tiennent là leur revanche, les Africains ont décidé d'éradiquer le colonialisme de leur continent, le Moyen-Orient devrait suivre le mouvement.

Honte à tous ceux qui au sein du mouvement ouvrier s'en prendraient à l'AES, vous me direz qu'avec les casseroles libyennes, irakienne, syrienne entre autres qu'ils trimballent, cela n'en ferait qu'une de plus ! Pour bien faire, on devrait s'intéresser davantage à ce qui se passe dans cette région de l'Afrique, et informer les lecteurs, mais tout seul je ne peux pas être partout à la fois !

France. Youpi, l'heure des comptes a sonné ! Stop ou encore ? That is the question !

- Le gouvernement a annoncé viser 54 milliards d'euros d'économies dans le projet de loi budgétaire pour 2027.

Le coût de la paix sociale a un prix exorbitant, et qui va casquer, devinez ?

Etes-vous prêt à passer à la caisse, à partir à la casse ?

On ne vous demandera pas votre avis, vous allez devoir casquer, mais vous pouvez aussi décider de renverser la table !

Vous n'y êtes pas préparés manifestement, vous êtes désarmés théoriquement ou politiquement, vous n'avez voulu en faire qu'à votre tête, non seulement vous n'y échapperez pas, et le plus affligeant de cette affaire, ce sera sans aucune compensation parce que vous continuerez de vivre dans le déni ou le mensonge, vous vous condamnez vous-même à la déchéance financière, matériel, psychologique ou mental, avouez que c'est très con, surtout pour des gens qui s'étaient convaincus d'avoir compris quelque chose de plus que les autres !

Mais il n'est jamais trop tard pour rejoindre mon combat politique, avoir confiance en vous-même, dans les masses, donner un sens à votre vie sans empiéter sur celle des autres, sans les juger, sans rien vous reprocher, votre dignité dépend uniquement de votre honnêteté, soyez fier d'être humaniste, un combattant de la justice sociale et de la liberté.

- La charge (intérêts) de la dette de l'ensemble des administrations publiques est évaluée à 77,4 milliards d'euros en 2026 par la Cour des comptes. (BFMTV 25 juin et Capital 21 septembre 2026)

«On ne pourra la payer que par moins de dépenses publiques ou plus d'impôts», selon la présidente de la Cour des comptes, Amélie de Montchalin, dans un entretien accordé au Parisien dimanche 20 septembre.

Le ministre de l'Economie Roland Lescure a dit lundi qu'il fallait "*faire des choix*". Quel choix ? Pas celui-là en tout cas.

Comme on ne veut pas la payer d'une manière ou d'une autre : On l'annule !

Seul un véritable gouvernement ouvrier révolutionnaire l'annulerait. Ils ont privatisé les profits et socialiser les pertes pendant des décennies, il faut donc décréter que ce régime est terminé !

Vous êtes contre la détérioration des services publics, vous êtes contre la hausse des impôts, alors il ne vous reste plus qu'à vous mobiliser dans la perspective du renversement du régime en place ou de la prise du pouvoir politique pour rompre avec le capitalisme et la politique que sa survie exigeait...

En 2026, le déficit public de la France devrait avoisiner les 5,4 %, selon le ministère de l'Economie.

La dette publique française pourrait approcher les 122% du produit intérieur brut (PIB) en 2027, selon les dernières projections du ministère de l'Economie. C'est du jamais-vu depuis 1978, selon des données de l'institut statistique (Insee).

Le rendement des obligations françaises à dix ans est passé d'environ 0,6% à la mi-2017 à plus de 4,5% aujourd'hui.

Entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2026, la dette publique française a augmenté de 1 280 milliards d'euros. Sur la même période, le PIB français n'a progressé que de 770 milliards d'euros.

En complément. En Allemagne aussi.

Allemagne: la colère des salariés de l'industrie automobile face aux plans de restructuration - RFI 22 septembre 2026

Mercedes, Porsche, Bosch ou Audi : le Bade-Wurtemberg, dans le sud-ouest de l'Allemagne, est l'un des principaux sites de production de l'automobile allemande. Lundi 21 septembre, les salariés étaient appelés par leur syndicat, IG Metall, à manifester pendant leur pause déjeuner, explique notre correspondante à Berlin, Nathalie Versieux.

À Sindelfingen, l'une des plus grosses usines de Mercedes, 20 000 ouvriers étaient massés devant les portes de l'usine. « *Dans toutes les discussions que nous avons avec la direction, on essaie de nous impressionner. On nous dit que si on ne renonce pas au 13e mois, si on ne renonce pas aux primes de congés, alors, on ne prolongera pas l'emploi, alors, ici aussi on fermera des usines... Chers collègues, là on répond : on ne nous la fera pas !* », affirme Ergün Lümalı, le président du comité d'entreprise.

Wolfgang Schroeder, politologue à l'université de Kassel et spécialiste des relations sociales, a estimé que ces manifestations témoignaient d'une véritable inquiétude quant à l'avenir du secteur. « *Une mobilisation nationale qui n'est liée ni à des négociations salariales ni à des conflits spécifiques dans une entreprise, mais à tout un secteur et à ses problèmes, c'est plutôt nouveau* », a-t-il déclaré.

J-C – Il s'agit de l'aristocratie ouvrière, elle est aussi destinée à passer à la casserole, mais ils y mettent les formes... A suivre.

France. Régime policier. Pour liquider des opposants en toute impunité.

«Permis de tuer» : des dizaines de milliers manifestent contre la présomption de légitime défense - RT 21 sept. 2026

Près de 50 000 personnes ont défilé dimanche 20 septembre à Paris, Marseille, Lyon et Toulouse contre une proposition de loi instaurant une présomption d'usage légitime des armes pour les forces de l'ordre. Les opposants dénoncent un risque d'impunité.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel d'associations de défense des droits humains et de la gauche pour manifester contre ce texte, voté le 7 juillet par les députés et bientôt examiné au Sénat. Ils dénoncent le qualificatif de « *permis de tuer* ».

Le texte prévoit que policiers et gendarmes « *sont présumés avoir agi* » dans le respect de la loi lorsqu'ils « *font usage de leurs armes* », une présomption renversable par des preuves contraires, des

dispositions en contradictions avec un rapport de la Cour des comptes de juillet qui réclame plus de transparence du côté des forces de police.

Une pétition a recueilli plus de 730 000 signatures, mais a été classée en juillet alors que l'Assemblée a admis ce dispositif.

Guerre à l'opportunisme.

Halte à la tyrannie ! A quoi reconnaît-on l'éthique des sociaux-impérialistes : au bâillon, à la lâcheté. Opération mains propres de la mafia sociale-démocrates entre « camarades ».

J-C - Qui est le principal fossoyeur de la liberté d'expression dans ce pays ? La soi-disant gauche, le PS, le PCF, les Ecologistes, leurs satellites, y compris les partis d'extrême gauche, puis la droite officielle Renaissance, Horizon, le MoDem, LR, RN-FN, à "gauche", ils sont devenus les champions des lois liberticides et répressives, ils n'en ont aboli aucune quand ils furent au pouvoir.

Autrement dit, cette tyrannie déguisée entend formater notre langage (sémantique), donc nos idées, nos concepts, l'idéologie à laquelle il faudrait adhérer, la leur, celle qu'ils partagent avec la classe dominante. En période de crise, ces imposteurs montent au créneau et miment la pire réaction.

Ségolène Royal, dont on se fout autant que le PS, s'est attirée les foudres de la commission d'organisation de la primaire, qui l'a accusée à mots couverts d'avoir diffamé ou insulté Glucksmann, pour avoir osé le caractériser de "*stagiaire en politique*", et avoir relevé son inexpérience politique, elle lui a intimé l'ordre "*de revenir à une attitude respectueuse à l'égard du processus démocratique de la primaire ainsi qu'à tous à se conformer à un esprit de camaraderie*", notamment avec l'ordure de Glucksmann.

On est en droit de penser que quiconque rappellerait son passé de barbouze pour le compte de la CIA auprès de l'ex-président géorgien pro-occidental Mikhaïl Saakachvili, son passé avec son père au côté de Sarkozy « l'Américain », son soutien au gouvernement néonazi de Kiev et de Tel Aviv, et j'en passe, cela vaudrait à son auteur d'être arrêté sur le champ et envoyé au bagne ou en camp de rééducation ou pire encore !

Chacun doit bien avoir conscience de la nature de cette pourriture, dans laquelle certains placent leurs espoirs, ils font partie de nos pires ennemis, car masqués.

"Un stagiaire en politique" : Ségolène Royal rappelée à l'ordre par la commission d'organisation de la primaire à gauche après son tacle contre Raphaël Glucksmann - BFMTV 21 septembre 2026

Dimanche, invité du "*Grand Oral*" de BFMTV, Ségolène Royal a épinglé la supposée inexpérience et méconnaissance de la France de son adversaire Raphaël Glucksmann, estimant qu'il est "*stagiaire en politique*".

La candidate à la primaire sociale-démocrate Ségolène Royal, a été rappelée à l'ordre par la commission d'organisation de la primaire, ce lundi 21 septembre, après son tacle contre Raphaël Glucksmann, a indiqué l'organisme dans un communiqué. Elle lui a demandé "*fermement*", ce

lundi, *"de revenir à une attitude respectueuse à l'égard du processus démocratique de la primaire ainsi qu'à tous à se conformer à un esprit de camaraderie"*.

"La commission d'organisation de la primaire rappelle à Ségolène Royal l'engagement qu'elle a signé d'une charte qui lui impose un comportement éthique et lui interdit les attaques personnelles. Hors dans plusieurs médias, les attaques contre l'un des candidats de la primaire Raphaël Glucksmann dépassent le simple cadre politique pour se porter sur des appréciations des moqueries inadmissibles sur sa personne", écrit la commission.

Russie.

Russie, le parti de Vladimir Poutine remporte les législatives, selon les résultats partiels. - FranceInfo 21 septembre 2026

Le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, a sans surprise remporté les élections législatives russes, dimanche 20 septembre. Selon les résultats officiels relayés par les agences de presse russes après dépouillement des trois quarts des bulletins, il a recueilli 57,5% des voix, contre 14% pour les communistes et 8,7% pour les nationalistes du LDPR. Les Russes étaient appelés à renouveler les 450 députés de la Douma d'Etat, la chambre basse du Parlement russe, pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine.

La formation au pouvoir semble en passe de nettement améliorer son score de 2021 (49,8%) et elle est, selon les projections de l'agence Tass, d'ores et déjà assurée de conserver sa majorité des deux tiers des députés siégeant à la Douma, permettant de modifier la constitution. Les autorités électorales se sont également félicitées d'une participation en hausse (57%).

En complément.

AFP - Selon les résultats de plus de 95% des bureaux de vote, Russie Unie obtient une écrasante majorité à la chambre basse du Parlement, la Douma, remportant 355 sièges sur 450.

D'après ces résultats préliminaires, le Parti communiste russe (KPRF) obtient pour sa part 40 sièges, le parti nationaliste LDPR - 25 sièges, et le parti Novye Lioudi ("*Nouvelles personnes*") - 20 sièges.

Le taux de participation a dépassé officiellement les 59%. AFP 21 septembre 2026

RT - 1 951 drones abattus et 8 missiles en 24 heures : la tentative de Kiev de perturber les législatives a échoué - RT 20 sept. 2026

Allemagne.

J-C - En famille ils gèrent chacun leur tour la société pour le compte du capitalisme...

Allemagne : la gauche radicale triomphe à Berlin, l'AfD progresse en Mecklembourg-Poméranie occidentale - Euronews 21 septembre 2026

Les dernières élections régionales en Allemagne bouleversent le paysage politique : Die Linke gagne à Berlin, l'AfD arrive en tête au Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. De son côté, la CDU subit de lourdes pertes.

Les dernières élections régionales de l'année en Allemagne ont rebattu les cartes politiques, avec le parti Die Linke devenu la principale force à Berlin et l'AfD passée en tête en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. La CDU a subi de lourdes pertes dans les deux Länder, tandis que le SPD a réalisé des gains importants sous la direction de la ministre-présidente Manuela Schwesig.

À Berlin, la dernière projection de l'institut Infratest dimap donne Die Linke à 25,7 % des voix. La CDU arrive deuxième avec 18,8 %, suivie de l'AfD à 16,3 % et des Verts à 14,3 %. Le SPD recule encore à 12,1 %, tandis que le BSW franchit de justesse le seuil d'entrée au parlement.

Ce résultat signifie que l'ancienne coalition CDU-SPD dans la capitale n'a plus de majorité. En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, l'AfD arrive en tête avec 38,2 %, talonnée par le SPD à 35,5 %. La CDU enregistre son pire score de l'histoire du Land avec seulement 4,9 %, tandis que Die Linke, les Verts et le BSW se situent tous autour ou juste au-dessus du seuil permettant d'entrer au parlement.

Die Linke apparaît désormais pour la première fois comme le parti le plus puissant à Berlin.

Die Linke est l'héritière de l'ancien parti au pouvoir de la RDA, le SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne). Après la chute du mur de Berlin, le SED s'est d'abord rebaptisé PDS (Parti du socialisme démocratique), conservant une partie de ses biens et de son personnel. Il a ensuite pris le nom de Die Linke.

Cette victoire électorale place désormais le parti devant une tâche délicate : former un gouvernement. Le SPD et les Verts n'ont pas exclu de travailler avec Die Linke, mais les deux ont précisé que toute coopération dépendrait de la manière dont le parti traiterait l'antisémitisme. Avant le scrutin, le tête de liste du SPD Steffen Krach a déclaré lors d'une rencontre organisée par la communauté juive de Berlin : *"S'il y a des incidents antisémites, alors c'est terminé. C'est aussi simple que cela"*.

La question a été mise en lumière par la participation du rappeur Dahabflex à un rassemblement de campagne de Die Linke dans l'arrondissement berlinois de Neukölln. Des slogans tels que *"Mort à Tsahal"* et *"Yalla Yalla Intifada"* y ont été entendus.

La tête de liste de Die Linke a pris ses distances avec ces propos et a réclamé une enquête ainsi que des sanctions. Les Verts ont eux aussi posé une condition claire. Leur tête de liste Werner Graf a indiqué que son parti ne signerait aucun accord de coalition qui ne prendrait pas position clairement contre l'antisémitisme.

Eralp a, de son côté, insisté sur le fait que l'immense majorité de Die Linke défend la protection de la vie juive. Elle a estimé que l'antisémitisme est un problème qui traverse l'ensemble de la société et existe aussi au sein de Die Linke. Elle a affirmé vouloir protéger les communautés juive, palestinienne et musulmane. Euronews 21 septembre 2026

J-C - Quel est l'enjeu ? L'allégeance de Die Linke à l'impérialisme allemand et au sionisme dont l'Etat allemand figure parmi les soutiens indéfectibles.

En quoi des slogans tels que "*Mort à Tsahal*" et "*Yalla Yalla Intifada*" (En avant l'Intifada) seraient antisémites ?

L'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armes d'Israël après les États-Unis, représentant environ 30 % des importations d'armes de l'État hébreu. La sécurité d'Israël est considérée par Berlin comme une « *raison d'État* » (Staatsräson) en raison de l'histoire.

Un embargo partiel suspendant la délivrance de licences d'exportation d'armes à destination d'Israël pour une utilisation à Gaza avait eu lieu début août 2025, avant d'être annulé quatre mois plus tard, le 24 novembre 2025.

Eralp a pris position en faveur d'Israël et de Tsahal, elle considère que le massacre des Palestiniens est légitime, une pure sioniste ou Israélienne comme dirait Norman Finkelstein, une pourriture finie.

Ce qu'a raconté récemment l'intellectuel américain juifs Norman Finkelstein était très pertinent et juste : Le comportement de l'immense majorité des juifs est responsables de la montée de l'antisémitisme, ils l'encouragent aveuglément, car dès lors qu'ils justifient la politique de nettoyage ethnique pratiquée par le gouvernement d'extrême droite sioniste, ils méritent d'être caractérisés de monstres, de nazis, puisque sous Hitler le régime nazi avait déjà recouru à une méthode d'extermination (envers les juifs).

Ce n'est pas anodin ou sans conséquences pour toutes les personnes qui sont amenées à se poser des questions ou à s'exprimer à propos de cette guerre d'extermination. Dès lors qu'elles dénoncent le génocide des Palestiniens perpétré par l'armée israélienne, elles sont susceptibles d'être accusées d'antisémitisme par les monstres qui se livrent à ces massacres délibérés ou par leur porte-parole à travers le monde, de civils sans défense, hommes, femmes, enfants et vieillards, puisque pratiquement toute la population juive d'Israël participe à ces actes monstrueux d'injustice et de cruauté ou les cautionnent.

Car il faut bien comprendre en temps de guerre, si la distinction entre juifs nazis et non nazis est impossible à établir, du fait que l'immense majorité d'entre eux se disent et se comportent en nazis, je dirais que par mesure de précaution ou de sécurité, dès lors vaut mieux tous les considérer comme des nazis, quitte à s'expliquer ensuite avec ceux qui ne l'étaient pas et qui comprendraient parfaitement qu'il n'était pas possible de faire autrement.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, je ne pense pas que lorsqu'un Français se retrouvait face à face avec un soldat allemand, la première chose que la première chose qui lui venait à l'esprit aurait été de le saluer en camarade communiste sous l'uniforme, je crois qu'il devait plutôt faire preuve d'une extrême prudence pour l'aborder, et le considérer avant tout comme un soldat de la Wehrmacht pointant son arme sur lui, de l'armée de Hitler, sans lui témoigner inutilement de l'animosité, puisqu'il ignorait qui il avait en face de lui, un SS ou un nazi, un simple citoyen allemand enrôlé dans l'armée sans s'être posé beaucoup de questions, il n'en demeurerait pas moins, que l'immense majorité des Allemands avaient fait allégeance au parti nazi et à Hitler donnant lieu à des parades militaires gigantesques où un symbolisme et un fanatisme plutôt terrifiantes s'exhibaient, ce qui ne portait pas à avoir des états d'âme sur l'espèce humaine et plus particulièrement sur un citoyen anonyme du IIIe Reich.

Je pense qu'on peut avoir la même réaction en présence d'un juif de nos jours, d'autant plus que même les juifs qui n'ont jamais foutu les pieds en Israël éprouvent de la sympathie pour cette agence de l'impérialisme anglo-saxon. Je me souviens avoir eu une discussion avec mon ex-épouse il y a environ 45 ans, naïvement je croyais que les juifs hors d'Israël étaient différents des sionistes,

or, elle me dit en connaître un certain nombre en France et tous étaient sionistes, même s'ils n'envisageaient pas d'aller vivre en Israël, dès lors qu'Israël était attaqué, ils prenaient parti systématiquement pour l'Etat sioniste, ils étaient juifs avant tout le reste.

C'est ce que des juifs expliquent eux-mêmes aujourd'hui, ils recommandent d'avoir ce comportement envers tous les Israéliens, donc ceux qui se sentent aussi Israéliens, notamment Norman Finkelstein, sans pour autant partager sa position envers l'Etat d'Israël quand il dit que ce n'est pas *"le problème"*. Or, si, tout vient de là et non des Israéliens ou des juifs. Vous remarquerez au passage, que je suis obligé de prendre la défense des juifs, car un juifs n'est pas mauvais par nature ou parce qu'il serait juif, mais parce que les conditions sociales ou politiques le rendent ainsi, hormis ceux qui détiennent les moyens de production ou qui sont riches depuis leur naissance ou qui le sont devenus et y ont pris goût, personne n'est mauvais naturellement, aucun peuple, aucun homme ou aucune femme dans le monde, cela n'existe pas, c'est la société injuste et cruelle qui les rend parfois mauvais, et le reste du temps ils se comportent correctement ou respectueusement...

Norman Finkelstein : Le problème n'est pas l'Etat d'Israël, mais le fait d'*"une société génocidaire"*. *"70 et 75 % des Israéliens qui croient, dans une population qui est à moitié composée d'enfants, qu'il n'y a pas d'innocents à Gaza. C'est ça, la société israélienne."* Autrement dit, des monstres de cruauté comme les nazis.

Il vit seul à New York, dans l'arrondissement de Brooklyn, dans le quartier de Coney Island, dans l'appartement à loyer modéré de ses parents défunt situé sur Ocean Parkway - *"Si je marche dans la rue et que par accident je rencontre un Israélien, dans n'importe quelles circonstances, je ne peux pas m'en empêcher, je dis « non » quand il ou elle dit « je suis israélien(ne). » « Non. » Et je m'en vais. Je ne peux plus leur parler."*

En complément.

Le coup de grâce au sionisme.

Le président israélien gracie un soldat qui avait abattu un assaillant palestinien blessé - BFMTV 20 septembre 2026

Un ancien soldat israélien qui avait tué en 2016 en Cisjordanie occupée un assaillant palestinien, alors qu'il était blessé, a été gracié par le président Isaac Herzog ce samedi. Des hauts gradés de l'armée se sont opposés à cette grâce.

Le président israélien Isaac Herzog a gracié ce samedi 19 septembre un ancien soldat condamné pour avoir abattu, en 2016, en Cisjordanie occupée, un assaillant palestinien blessé.

Elor Azaria avait été libéré de prison en mai 2018 après avoir purgé neuf mois derrière les barreaux, soit la moitié de la peine prononcée à son encontre pour homicide volontaire.

Isaac Herzog a déclaré qu'il avait *"décidé d'accéder à la demande d'Elor Azaria"* qui réclamait l'effacement anticipé de son casier judiciaire.

Il *"a décidé que les circonstances, le temps écoulé et le regret exprimé par Azaria justifient de lui permettre de commencer un nouveau chapitre de sa vie"*, indique un communiqué de la présidence.

Membre d'une unité paramédicale, Elor Azaria avait été filmé le 24 mars 2016 par un militant propalestinien alors qu'il tirait une balle dans la tête d'Abdel Fattah al-Sharif à Hébron en Cisjordanie occupée.

Le Palestinien venait d'attaquer des soldats avec un couteau. Blessé par balles, il gisait au sol apparemment hors d'état de nuire quand Elor Azaria l'a abattu.

Yémen.

J-C - Ne dites surtout pas qu'ils s'ingèreraient dans les affaires intérieures d'autres Etats. On sait maintenant, que même lorsqu'ils interviennent militairement dans un pays, c'est à titre « *défensif* », pour son bien en quelque sorte !

Le G7, inquiet pour le commerce, apporte son soutien aux autorités du Yémen et à Ryad - AFP 22 septembre 2026

Le G7 a exprimé sa solidarité avec les gouvernements du Yémen et d'Arabie saoudite mardi après une intensification des attaques des Houthis qui menacent le commerce mondial et font flamber les prix de l'énergie.

"Nous affirmons notre entière solidarité avec le gouvernement légitime du Yémen et le Royaume d'Arabie saoudite", ont déclaré les ministres des Affaires étrangères du G7 en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Ils ont appelé les Houthis pro-iraniens *"à cesser immédiatement toutes leurs actions militaires, menaces et attaques contre les transports maritimes civils et à revenir de bonne foi au processus politique"*, ont-ils ajouté, s'inquiétant d'une *"instabilité économique à l'échelle mondiale"*.

"La France est prête à contribuer à la sécurisation des infrastructures énergétiques saoudiennes de Yanbu et du Corridor Est-Ouest, dans le cadre d'une approche strictement défensive", a déclaré lundi soir une source diplomatique.

"Il ne s'agit aucunement de prendre part au conflit avec les Houthis", a-t-elle cependant insisté.

Côté britannique, selon plusieurs médias, le Premier ministre Andy Burnham a accepté de fournir un soutien logistique militaire à l'Arabie saoudite pour l'aider à repousser les attaques des Houthis.

Des avions britanniques fourniront un ravitaillement en vol *"défensif"* aux chasseurs saoudiens, a-t-il déclaré à des journalistes alors qu'il se rendait à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. AFP 22 septembre 2026